

EXTRAIT  
du registre des arrêtés du maire

Nous, maire de la ville de Digne-les-Bains,

VU le code général des collectivités territoriales

VU le code de la route,

VU le règlement municipal de voirie approuvé par délibération du conseil municipal N°30 en date du 25 juin 2015,

Services techniques municipaux

TEMPORAIRE

N °24- 764  
(SB/MM)

VU la demande en date du 1<sup>er</sup> Aout 2024 formulée par l'entreprise NGE, 710 route de la Calade – AIX EN PROVENCE – 13615 VENELLES CEDEX

CONSIDÉRANT que pour permettre la pose de protection de lampadaire, il est nécessaire de régler la circulation et le stationnement

**OBJET :** Réglementation de la circulation et du stationnement – **place du Tampinet**

**ARRÊTONS**

**Article 1 :** Le présent arrêté est applicable du **Judi 8 Aout 2024** jusqu'au **Vendredi 16 Août**. L'arrêté devra impérativement être affiché dans les véhicules.

**Article 2 :** Le pétitionnaire est autorisé à stationner au droit de chaque lampadaire pour effectuer les travaux, Le stationnement des véhicules ne devra pas perturber la circulation routière. La circulation piétonne sera déviée et sécurisée, conformément aux normes en vigueur si nécessaire.

L'accès aux riverains sera impérativement maintenu.

**La gestion de la privatisation du stationnement est à la charge du pétitionnaire.**

**Article 3 :** Sur simple demande des divers services d'urgence, Le pétitionnaire devra le passage immédiat.

**Article 4 :** Le pétitionnaire sera responsable tant vis à vis des tiers que de la ville de Digne-les-Bains des accidents et dommages de toute nature qui pourraient résulter de l'existence de ce chantier.

**Article 5 :** Toute infraction, aux dispositions du présent arrêté, sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :** Le directeur général des services de la ville de Digne-les-Bains, les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Il sera notifié à l'entreprise chargée du déménagement et publié dans les formes prescrites.

Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivant sa date de publication/affichage ou de notification par :

- recours gracieux auprès de Mme le Maire de la commune de Digne-les-Bains. En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, , 31 rue Jean François Leca, 13235 MARSEILLE cédex 2

Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le maire de Digne-les-Bains

L'adjoint délégué

Michel BLANC